

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 26 juillet 2023

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 23-363

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



Ferme éolienne de Seine Rive gauche Nord

Exploitant - WIND PROSPECT
22 rue de Palestro
75002 Paris

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26 avril 2023 des l'ensemble des établissements de la Ferme éolienne de SEINE RIVE GAUCHE NORD (SRN) implantés principalement sur les communes de CHÂTRES et MESGRIGNY (10), Cette inspection a été réalisée dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des installations classées de l'Aube.

La ferme éolienne de SRN est composé de 30 aérogénérateurs réparties suivant les 9 installations suivantes :

Nom parc	N° AIOT	Eoliennes concernées	Commune d'implantation
Parc éolien Nordex XII	0005704582	E1, E2, E3	VALLANT-SAINT-GEORGES
Parc éolien Nordex XV	0005704583	E4, E5, E6	VALLANT-SAINT-GEORGES
Parc éolien Nordex XVI	0005704584	E9, E10, E11	MESGRIGNY
Parc éolien Nordex XVII	0005704406	E21, E22, E23	CHÂTRES
Eoliennes Vent de Seine	0005704278	E13, E14, E15, E16	MESGRIGNY
Eoliennes Soleil de Seine	'0005704274	E7, E8, E12	ORVILLIERS-SAINT-JULIEN
Eoliennes de Rose	0005704275	E17, E18, E19	CHÂTRES
Eolienne Aube et Vent	0005704277	E25, E26, E27, E28	CHÂTRES
Eoliennes de Georges	0005704575	E29, E30, E31, E32	CHÂTRES

Le parc est formé de machine de 150m de haut à bout de pale pour une puissance installée unitaire de 2,5MW.

Le parc a été autorisé par antériorité et est mis en service depuis 2015. Lors de la présente visite d'inspection, il a été réalisé un contrôle par sondage des éoliennes : E30, E27, E21, E19, E13, E12, E9, E4, E2.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels
- Suivi environnemental

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Déclaration incident	Code de l'environnement du 26/08/2011, article R512-69	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
3	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
4	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
5	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
6	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
7	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	/	Sans objet
8	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	/	Sans objet
9	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	/	Sans objet
10	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	/	Sans objet
11	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
12	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Lors de la présente visite d'inspection, il n'a pas été relevé de non conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 -Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
Constats : Par courriel du 20 avril 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de suivi environnemental datant de 2021. Ce suivi a été mutualisé avec l'ensemble des parcs de la ferme éolienne SRN et analyse l'impact des 30 mâts de la ferme éolienne. Le rapport conclut à un impact important sur les populations de chiroptères sensibles aux collisions (20 cadavres de chiroptères découverts lors des prospections en 2021). En réponse, l'exploitant a mis en place un plan de bridage nocturne comme proposé dans le rapport de suivi. Le bridage est opérationnel depuis avril 2023 et sera accompagné d'un suivi environnemental pour vérifier l'efficacité du plan de bridage. Par courriel du 25 avril 2023, l'exploitant a transmis un devis, datant de décembre 2022, pour le suivi environnemental réalisé par une société compétente. La campagne de suivi aura lieu entre le 1er mai 2023 et le 27 octobre 2023 et le rapport final sera fourni en mars 2024. L'inspection des installations classées rappelle que ce rapport devra lui être transmis. Suivant les résultats de ce suivi, un arrêté préfectoral complémentaire sera pris afin d'encadrer la mesure de réduction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/08/2011, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Mortalité avifaune
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite du 26 avril 2023, il a été découvert 2 cadavres d'oiseaux sur les plateformes des éoliennes E19 et E12. <div data-bbox="268 878 754 1240"></div> <div data-bbox="766 878 1248 1240"></div>
Conformément au présent article, un rapport d'accident doit être transmis par l'exploitant à la préfète de l'Aube. Il sera donc demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 15 à réception du présent rapport un rapport d'incident conforme au présent arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Section 4 - Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les accès à l'intérieur des aérogénérateurs inspectés et du poste de transformation sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Section 4 - Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace
Constats : Les aérogénérateurs sont identifiés par un numéro de série visible depuis le chemin d'accès à la machine. L'exploitant a indiqué que ce numéro a été transmis aux service de défense incendie. L'entrée des chemins d'accès vers les plateformes des éoliennes disposent d'un panneau affichant les éléments demandés par le présent article. De même pour le poste de transformation. L'inspection des installations classées a cependant constaté que plusieurs panneau était endommagés voir renversés. L'exploitant s'est engagé à les remplacer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Section 4 - Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre,
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs inspectés est maintenu dans un bon état de propreté, aucun entreposage de matériaux combustibles ou inflammables n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Section 4 - Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
Constats : Par courriel du 20 avril 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de maintenances des installations. WPO réalise 3 campagnes de maintenances : <ul style="list-style-type: none"> - une maintenance annuelle - une maintenance semi-annuelle - une maintenance des systèmes instrumentés de sécurités. Ainsi qu'un test des système de sécurité. S'agissant des rapports de maintenance, l'inspection a réalisé un contrôle par sondage sur les machines E30, E27, E21, E19, E13, E12, E9,E4 et E2. Conformément au présent article, les équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse sont contrôlés lors des maintenances annuelles. Des tests sont réalisés lors des campagnes de maintenance pour vérifier leur bon fonctionnement. Les rapports justificatifs ont été transmis à l'inspection et n'appellent pas de remarques. De même, les installations électriques intérieures sont annuellement contrôlées par un organisme compétent. Le dernier rapport de contrôle a été présenté à l'inspection et n'appelle pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Section 4 - Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Autre, Contrôle des brides de fixation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Le contrôle instrumenté des brides de fixation, des brides de mât et de la fixation des pale a lieu lors de la maintenance annuelle. De plus, un contrôle visuel de la machine a lieu lors des maintenance annuelle et semi-annuelle. La fréquence des contrôles est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Section 4 - Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Autre, Contrôle visuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Un contrôle visuel de l'extérieur des machines est réalisé lors des maintenances annuelles et semi-annuelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Section 4 - Contrôle des systèmes instrumentés de sécurités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Autre, Contrôle des systèmes instrumentés de sécurités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Les équipements de sécurités cités au présent arrêté sont contrôlés lors des maintenances annuelles. Le rapport de « test fonctionnel des dispositifs de sécurité » a été fourni et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Section 4 - Contrôle des systèmes instrumentés de sécurités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV
Thème(s) : Autre, Contrôle des systèmes instrumentés de sécurités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : les rapports de maintenance figurent au registre de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Section 4 - Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Manuel d'entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le manuel évoqué au présent article a été transmis par l'exploitant par courriel du 20 avril 2023. Les dates des maintenances depuis 2019 ont été présentées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Section 4 - Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Elimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant utilise Trackdéchets pour le suivi de ses déchets dangereux. Les bordereaux de suivi de déchet (BSD) ont été transmis à l'inspection des installations classées. Cependant, les bordereaux ne mentionnent que les installations Eolienne vent de Seine et Nordex XVI SAS. Une confusion est possible, puisque la dénomination "Eolienne vent de Seine" et "Nordex XVI SAS" constitue pour chacun un parc éolien, tel que présenté en introduction, mais également une société sous laquelle plusieurs parcs éoliens sont regroupés : Sous la société "Eolienne vent de Seine" sont regroupés les parcs : <ul style="list-style-type: none">• Eoliennes Soleil de Seine• Eoliennes de Rose• Eolienne Aube et Vent Georges Sous la société "Nordex XVI SAS" sont regroupés les parcs : <ul style="list-style-type: none">• Parc éolien Nordex XII• Parc éolien Nordex XV• Parc éolien Nordex XVI• Parc éolien Nordex XVII L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que, outre la société possédant l'installation, <u>l'installation productrice de déchet (le parc éolien/l'AIOT)</u> doit pouvoir être identifiée sur le BSD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet